



## **Plus vite, plus juste : l'urgence de s'affranchir des combustibles fossiles – Une priorité plurilatérale**

### **Le Groupe des 78**

Organisme sans but lucratif canadien en politique étrangère, le Groupe des 78 (<https://group78.org/>) est membre de l'initiative du Traité sur les combustibles fossiles et est invité au rassemblement Préassemblée des organisations de la société civile qui précédera la première Conférence sur la transition hors des combustibles fossiles en avril 2026.

*« À la COP28, le monde est parvenu à une entente historique : les pays doivent amorcer une transition hors des combustibles fossiles de manière juste, ordonnée et équitable pour toutes et tous. Ces combustibles sont responsables d'environ 75% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Nous allons dans la mauvaise direction. Cette réalité s'inscrit dans un défi encore plus vaste que les scientifiques appellent la triple crise planétaire: les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. Trois crises intimement liées qui exigent une action coordonnée. La question n'est plus de savoir si nous devons amorcer cette transition, mais comment. Et c'est exactement cette lacune que cette conférence vise à combler. » - S. E. Carlos Arturo Morales, ambassadeur de la Colombie au Canada, webinaire G78, 11 mars 2026*

*« La conférence ne sera pas une séance de négociation. Ce sera une conversation. Nous voulons vraiment mobiliser les ministres et les autres acteurs dans des formats différents de ceux des COP habituelles, qui sont très rigides. Nous souhaitons favoriser des dialogues plus informels et dégager de l'espace pour penser autrement, de façon plus créative, et ainsi amorcer une conversation qui devra se poursuivre après Santa Marta. Mais il y aura des résultats concrets : un rapport détaillé de mise en œuvre et une coalition de pays qui affirmeront vouloir poursuivre ces conversations et démontrer leur engagement à prendre des mesures concrètes pour faire progresser leurs propres transitions nationales, tout en collaborant avec d'autres pays et acteurs. Surtout en cette période particulière, les gens ont besoin d'espoir et de signaux positifs. C'est ce que nous proposons. » - S. E. Margriet Vonno, ambassadrice du Royaume des Pays-Bas au Canada, webinaire G78, 11 mars 2026*

## Introduction

Les hausses alarmantes des prix et les chocs d'approvisionnement sur les marchés du pétrole et du gaz provoqués par la guerre illégale menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran ont fait comprendre à de nombreux pays que leur dépendance aux combustibles fossiles doit prendre fin. Cette source d'énergie les rend non seulement otages des caprices d'acteurs lointains, elle ravage aussi le climat et la santé publique. Partout, une nouvelle urgence se fait sentir d'agir de façon décisive pour s'affranchir des combustibles fossiles. Voici ce que le Canada devrait faire.

## Priorités d'action

- 1. La Conférence de Colombie est une importante initiative plurilatérale.** Le Groupe des 78 salue le courage et la vision de la Colombie et des Pays-Bas en tant que coorganisateurs de la conférence de Santa Marta sur la transition hors des combustibles fossiles. *Le Canada et les pays ayant une approche commune devraient apporter un soutien financier et diplomatique à cet événement stratégique afin d'accélérer le processus mondial de sortie du pétrole, du gaz et du charbon.*
- 2. Le Canada doit être représenté au plus haut niveau à la Conférence.** À l'instar de la Norvège, de l'Australie et du Mexique – des pays qui joueront un rôle actif à Santa Marta – le Canada est un État pétrolier qui s'est doté d'objectifs de carboneutralité et doit, pour le bien de nos enfants et petits-enfants, gérer avec soin et équité sa propre transition. *Le Canada devrait se joindre à ses pairs en envoyant une délégation officielle de haut niveau à la conférence.*
- 3. Les stratégies de diversification économique échoueront si l'on ne s'attaque pas à la dépendance fiscale des gouvernements aux revenus fossiles.** Le pilier no.1 de la conférence porte sur la réduction de la dépendance économique aux combustibles fossiles, en particulier dans les économies émergentes fortement endettées. *De concert avec d'autres pays et les institutions multilatérales, le Canada devrait accorder la priorité aux mécanismes permettant de remplacer les recettes publiques perdues pendant la transition, notamment le financement à des conditions libérales et l'allègement de la dette.*
- 4. Pour renforcer leur sécurité énergétique, les pays doivent accélérer le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables.** Comme l'a récemment montré un rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables : « Les énergies renouvelables réduisent déjà la dépendance aux importations de combustibles fossiles dans un grand nombre de pays – de l'Espagne et du Portugal en Europe à la Chine, à l'Inde et au Pakistan en Asie. » *Le Canada devrait mobiliser ses outils commerciaux d'aide internationale et diplomatiques pour appuyer les pays partenaires dans l'accélération de grands projets visant à accroître la production d'énergie propre, l'électrification, l'efficacité des réseaux et la capacité de stockage.*
- 5. La participation de la société civile et des collectivités touchées doit aller au-delà de la simple consultation pour inclure le pouvoir de définir l'ordre du jour et le pouvoir décisionnel.** Les OSCs devraient exercer ces responsabilités par des rôles institutionnalisés dans l'établissement des priorités, le suivi et les mécanismes de reddition

de comptes. À défaut, la participation risque de servir à légitimer des trajectoires de transition prédéterminées plutôt qu'à les façonner. *Le Canada devrait offrir des contributions financières à des modèles permettant de tester et de peaufiner des processus décisionnels robustes et déterminants confiés à la société civile et aux communautés touchées dans les transitions hors des combustibles fossiles.*

- 6. La production d'énergie solaire, éolienne, hydraulique et géothermique doit bénéficier non seulement aux réseaux nationaux, mais aussi aux collectivités locales où ces projets sont implantés.** Des incitatifs financiers assurant l'accès local à une énergie abordable, l'égalité des genres en matière d'emploi et de formation, ainsi que la propriété communautaire sont essentiels. *Par l'entremise du ministère des Affaires mondiales du Canada, des banques de développement multilatérales et nationales, et du Centre de recherches pour le développement international et de ses partenaires, le Canada devrait mobiliser pour les économies en développement subventions, prêts et incitatifs pour multiplier les projets d'énergie propre dirigés localement.*
- 7. Les politiques de transition juste doivent anticiper et atténuer les risques de déplacement – tant liés aux impacts climatiques qu'aux processus de transition eux-mêmes – en intégrant la mobilité, l'aménagement du territoire et la protection sociale dans les stratégies de transition nationales et régionales.** La société civile, le milieu de la recherche indépendante et le secteur privé devraient être mis à contribution pour analyser et traiter cet ensemble d'enjeux. *Au pays et à l'international, le Canada devrait appuyer de nouveaux programmes et modèles qui réduisent les risques de déplacement dans le cadre de la transition hors des combustibles fossiles.*
- 8. Dans toutes les économies, une stratégie clé pour remplacer les emplois fossiles consiste à améliorer la qualité des emplois dans d'autres secteurs.** Il s'agit notamment de meilleurs salaires et avantages sociaux, de parcours de carrière clairs, de stages et de formations en milieu de travail. En s'appuyant sur les travaux du professeur Dani Rodrik, de Harvard, les gouvernements des pays en développement devraient concevoir des politiques industrielles visant à créer des emplois de haute qualité, en particulier dans le secteur des services, qui sera le principal moteur de croissance et d'emploi au cours des prochaines décennies, supplantant le secteur manufacturier. Les stratégies de transition juste devraient en tenir compte. *Par ses politiques intérieures et étrangères, le Canada devrait soutenir ces efforts de création et d'amélioration d'emplois, notamment par le partage de connaissances au sein de réseaux plurilatéraux.*
- 9. Les travailleuses et travailleurs du secteur des combustibles fossiles comptent, et la réduction progressive de ces emplois doit se faire de manière juste et précise.** Il y a cinq ans, Jim Stanford, du Centre for Future Work, indiquait : « L'emploi direct dans les industries des combustibles fossiles (extraction, transformation et distribution de l'énergie fossile) est relativement limité : environ 170 000 emplois en 2019, soit moins de 1% de l'emploi total au Canada. » L'emploi indirect généré par ces postes dans d'autres secteurs (immobilier, automobile, services) doit aussi être pris en compte. *Au Canada et ailleurs, le gouvernement canadien devrait soutenir, de façon systématique, des régimes de retraite*

*adéquats ainsi que des programmes de reconversion et de relocalisation pour les travailleuses et travailleurs des combustibles fossiles, dans un processus de transition juste qui fonctionne pour tout le monde.*

- 10. Les gouvernements, la société civile et les médias d'enquête doivent dévoiler au grand jour et contester les campagnes de lobbying anti-environnement et anti-réglementation menées par l'industrie des combustibles fossiles et ses alliés des industries de la défense et du plastique.** La chercheuse et militante américaine Lisa Graves souligne l'énorme distorsion des politiques aux États-Unis causée par l'influence démesurée de milliardaires du secteur fossile comme la famille Koch, au moyen de véhicules opaques de financement politique et de groupes de réflexion pseudo-scientifiques créés par l'industrie (qu'elle qualifie de «groupes de réflexion qui puent»). Tzeporah Berman, présidente du Traité sur les combustibles fossiles, prévient que ces politiques de pétro-États contaminent le Canada. Les États du monde entier devraient renforcer leur capacité de mettre au jour, de contrer et d'inverser les effets de ces menaces à la démocratie et aux intérêts des citoyennes et citoyens. *Le Canada devrait prendre des mesures sérieuses pour combattre les formes ouvertes et clandestines de distorsion des politiques par l'industrie des combustibles fossiles.*
- 11. Les recours climatiques intentés par les jeunes sont une stratégie clé pour faire avancer la transition hors des combustibles fossiles.** Des îles du Pacifique à l'Europe et à l'Amérique du Nord, y compris en Ontario, des jeunes poursuivent les gouvernements en justice pour leur recul par rapport à leurs engagements climatiques. Comme le souligne Ecojustice: « La force des litiges climatiques vient de ce qu'ils soutiennent l'action climatique par la force du droit. » *Conformément à la Charte canadienne des droits et libertés, le gouvernement du Canada devrait fournir un appui financier aux poursuites menées par des jeunes contre les gouvernements et les compagnies de combustibles fossiles pour les torts climatiques qu'ils ont causés.*
- 12. Les leçons tirées des négociations climatiques réussies dans le passé devraient inspirer les délibérations à Santa Marta.** Susan Tanner, vice-présidente du Groupe des 78 et championne de la durabilité environnementale et de l'égalité des genres, a mis en lumière trois facteurs qui ont contribué au succès des négociations internationales ayant mené, il y a près de 40 ans, au Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Premièrement, tous les pays, du Nord comme du Sud, jouissaient d'un statut et d'une voix égaux dans le processus. Deuxièmement, un lien de confiance solide unissait les négociateurs gouvernementaux et les représentantes et représentants de la société civile. Troisièmement, les OSCs du Nord et du Sud ont déployé de grands efforts pour coordonner leurs activités de plaidoyer et leurs recommandations. Le processus de la conférence de Santa Marta, y compris les délibérations préassemblées, est conçu pour favoriser ces conditions. *Par son financement et sa diplomatie, le gouvernement du Canada devrait appuyer et encourager des partenariats solides à la conférence entre États et OSCs, ainsi qu'entre acteurs du Nord et du Sud dans tous les secteurs.*

## **Renseignements supplémentaires**

Dr. Edward Jackson, Président, Groupe des 78

Mobile/WhatsApp : +1 613 296 9934 Courriel : edward.jackson2030@gmail.com

## **Reconnaissance territoriale**

Le Groupe des 78 reconnaît que le territoire sur lequel il exerce ses activités est celui, non cédé, du peuple algonquin *Anishnaabeg*, qui y vit depuis des millénaires à ce lieu de rassemblement situé à la confluence de trois rivières, dans ce que nous appelons aujourd'hui Ottawa. Nous honorons tous les territoires sacrés, ancestraux, visés par des traités ou non cédés, des diverses et nombreuses communautés autochtones distinctes sur l'île de la Tortue. Nous reconnaissons les torts causés à ces terres et à leurs peuples originels par nos institutions coloniales. En tant qu'organisme sans but lucratif œuvrant en politique étrangère, nous appuyons la mise en œuvre intégrale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le Groupe des 78 a encore beaucoup à apprendre et à accomplir pour intégrer les savoirs et perspectives autochtones à son travail et pour agir, en partenariat, comme allié efficace des peuples, conseils et organisations autochtones.